

In their own words

Le parallèle entre le Grésivaudan et la Silicon Valley par ceux-là même qui l'ont commis

I- Ce qu'ils disent

Considérons ce bêtisier non exhaustif.

"L'irrésistible ascension de la Telecom Valley" (Le Fig Mag 21/10/00). "Cette Silicon Valley à la française s'est spécialisée dans les technologies innovantes, principalement organisées autour de deux pôles, le numérique et les biotechnologies" (Le Figaro 15/12/00). "Les grandes ambitions de la Micro Valley grenobloise" (Le Monde 31/01/01). "Une Nano Valley française" (L'Agefi 25/01/02). "Isère : Crolles 2, numéro 1 mondial. 1200 emplois dans la micro-électronique. Un véritable renforcement de ce que certains n'hésitent pas à appeler la Silicon Valley française" (Le Daubé 13/04/02). "L'Isère-Valley réfléchit à l'accueil de ces 6000 familles... De quoi consolider la réputation de nouvelle Silicon Valley de la région urbaine grenobloise..." (Les Affiches 19/04/02). "L'envol de la Silicon Valley européenne. La manne providentielle apportée par STMicroelectronics, Philips et Motorola n'est pas tombée du ciel : les puces électroniques, dopées à coup d'innovations, sont une spécialité grenobloise" (Isère Magazine, mai 02). "Bienvenue dans la Vallée de l'Intelligence" (Le Daubé 1/06/02). "Grenoble : la Silicon Valley. Un débat sur le thème "Industrie, science et technologie, le développement territorial à la grenobloise" a été organisé afin de comprendre pourquoi Grenoble devient un site majeur dans les nouvelles technologies" (Le Daubé 4/06/02). "Une Silicon Valley européenne. Au pied des géants alpins, Grenoble met le cap sur l'infiniment petit" (Le Soir 18/06/02). "L'incroyable essor de la Vallée de l'intelligence grenobloise" (Les Nouvelles de Grenoble, sept 02). "Crolles s'impose comme "le pourvoyeur d'emplois qualifiés à très qualifiés" du bassin d'emploi de la grande région grenobloise, et c'est le maillon fort de la Silicon Valley française tant promise qui prend un peu plus de volume, garantissant d'encourageantes perspectives au commerce de proximité, et valorisant encore le mètre carré de l'immobilier sur toute la vallée du Grésivaudan" (Le Daubé 9/09/02). "Comment le Grésivaudan est devenu la nouvelle Silicon Valley" (Isère Magazine, nov 02). "Trois conseils généraux réunis par le sillon alpin. De Grenoble à Genève, le sillon alpin, avec ses 150 km de vallées, est déjà une réalité géographique. Une croissance démographique deux fois plus rapide que celle des autres agglomérations françaises (de 10 à 15 000 habitants par an). "Nous sommes dans une problématique de métropole" résume Marc Baietto, premier vice-président du Conseil Général de l'Isère, chargé de l'aménagement et de l'organisation des territoires" (Isère Magazine, déc 02).

Où l'on voit que la com' croit toucher sa cible, nous c'est-à-dire, en conjugant sur tous les tons technolatrie et culte impérial. De Destot à Vallini (président du Conseil Général), de Jean Therme à Joël Monnier (responsable de la R&D de STMicroelectronics), il n'est si mince technarque local qui ne s'enorgueillisse de "développer la technopole" et sa "Micro Valley à la française", comme leurs ancêtres de Gratianopolis se glorifiaient d'élever des temples aux Césars de Rome.

Cette technification du monde se fait d'abord en américain, jusque dans sa comique prétention à se faire "à la française". Non qu'on veuille froncer un sourcil ombrageusement dauphinois, mais le fait crève les yeux. C'est par mimétisme, servilité intellectuelle et carriérisme corporatiste que le techno-gratin célèbre Crolles 2. Non seulement notre "Silicon Valley" prend son "essor" mais, rengorgeons-nous, "les Texans de Motorola ont préféré le Grésivaudan à Taïwan". "L'Isère : un département qui se vend bien !" claironne Isère Magazine (mars 02). "En cinq ans, depuis sa création, l'AEPI (Agence d'Etude et de

Promotion de l'Isère - budget 2,3 M€ - financée à 100 % par le Conseil Général) compte 139 implantations d'entreprises à son palmarès pour près de 2600 créations d'emplois." L'implantation de Crolles 2 ? "Une affaire bouclée en un temps record" (Le Monde 17/04/02). "Les négociateurs de la firme texane n'en croyaient pas leurs yeux (...). Présenté le 5 avril aux responsables locaux, le montage financier a été avalisé par l'ensemble des parties six jours plus tard." On se rappelle le mot de François Brottes, député PS et premier adjoint du maire de Crolles : "Ici les élus ont été vaccinés à la high tech. Cela permet d'avancer plus vite et d'éviter de se poser des questions métaphysiques" (id). Après avoir "vendu l'Isère" (et ses habitants ?) à l'industrie des micro-processeurs, nos technarques nous "vendent" en retour tous les avantages supposés de cette vente.

Didier Migaud, président de la Métro : "J'ai été très heureux de participer personnellement au nom de la Métro à cet événement à Paris. Événement considérable s'il en est pour notre région. 1500 emplois directs, 4500 indirects, 1,5 milliard d'euros d'investissements qui placent la capitale des Alpes au premier plan dans la compétition mondiale du secteur très porteur des micro et nanotechnologies." (Le Daubé 17/04/02)

"C'est une chance historique pour Grenoble et sa région urbaine" a déclaré avec satisfaction Michel Destot" (Les Nouvelles de Grenoble, mai 02).

André Vallini (président du Conseil Général) se réjouit. "En effet, 1500 emplois directs auxquels s'ajouteront plus de 4500 emplois indirects devraient être créés dans les cinq prochaines années." (Le Daubé, 13/04/02)

En octobre, looké de nouvelles lunettes high tech, il revient sur "les avancées concrètes déjà réalisées."

" ... J'ai donc décidé dès juin 2001, qu'il fallait relever le défi, et j'ai proposé à l'assemblée départementale de faire un pari sur l'avenir car l'enjeu est considérable pour notre département, et l'effet d'entraînement va se ressentir dans toute l'Isère, puisque dans l'industrie microélectronique, un emploi créé en induit quatre autres, de la femme de ménage au chercheur ! Sans compter tous les sous-traitants, mais aussi les commerces et les services dont ces salariés seront les clients... en Avril dernier lorsque le directeur général de Motorola m'a présenté son projet d'accord avec ST Microelectronics et Philips – avec à la clé 2,8 milliards d'euros d'investissements dans la vallée du Grésivaudan sur 5 ans, et la création de plusieurs milliers d'emplois – j'ai à nouveau souhaité que le Conseil Général joue tout son rôle aux côtés des autres collectivités. Nous étions en concurrence avec Taïwan, il fallait agir vite. La mise de fonds du Conseil Général – 50 millions d'euros sur 5 ans – est certes importante, mais c'est en partie l'avenir économique du département qui se joue. Autre exemple: notre soutien financier de 2,7 millions d'euros à la création d'une nouvelle unité de Soitec à Bernin, numéro un mondial de production de silicium sur isolant, dont le nombre d'emplois devrait passer de 355 à 600 fin 2004, et la taxe professionnelle de 5 millions d'euros en 2004 à 10 millions d'euros en 2005.

Alors c'est vrai que tout ça est lourd financièrement mais il faut savoir prendre des risques, dans ce domaine plus qu'ailleurs où les investissements dans la recherche notamment, sont considérables. Et il faut penser aux retombées futures sur toute l'économie iséroise. Les enjeux en terme d'emplois et de taxe professionnelle sont importants et nous avons une opportunité à saisir : faire de l'Isère l'un des trois ou quatre premiers sites mondiaux qui compteront demain dans les nouvelles technologies." (Isère Magazine, octobre 02)

Cette ambition est d'ailleurs la chose du monde la mieux partagée puisque Charles Descours, sénateur de droite évoque "le fabuleux destin du Grésivaudan" ; que Jean-Paul Giraud (PS), vice-président du Conseil Général chargé de l'économie, souligne : "A ce niveau d'investissement, c'est l'Isère dans son ensemble qui est irrigué." Que pour Bernard Saugey (UMP), ancien président du Conseil Général : "Chacun a pris sa part dans l'élaboration des dossiers." L'inévitable Fioraso serine les " Plus de 1200 emplois directs ainsi créés dans les années à venir" (Les Affiches, 31/05/02). Qui deviennent les "750 emplois créés en direct sur

cinq ans" (Le Daubé, 18/09/02) Alors, 1500 emplois directs ?... 1200 ?... 750 ?... Bref, toute cette innovation "répond à l'objectif prioritaire de notre municipalité : le développement de l'emploi pour tous." (Les Nouvelles de Grenoble, sept. 02) Mais notons qu'un certain Bernard Reverdy "professeur associé à l'université", auteur d'une étude sur Crolles 1, "doute" qu'on atteigne à Crolles 2, ce ratio de 2,4 que les technarques font miroiter aux techno-rats.(Le Monde. 17/04/02)

Nous, on ne doute pas qu'ils ne tiennent à nous employer, par le travail ou par le loisir, ne serait-ce que pour nous éviter d'être livrés à nous-même, et de filer avec toutes sortes d'accrocs pour le tissu social. Aussi ont-ils raison de présenter comme complémentaires, ces deux colloques dont Le Daubé rendait compte, côte à côte, dans son édition du 4/06/02.

"Pour une économie solidaire dans l'agglomération" s'intitulait le premier. " Parce qu'elle permet d'agréger, de rassembler les individus autour d'un projet, la culture solidaire répond à la nécessité de concilier développement économique durable et citoyenneté", a affirmé avec conviction Michel Destot, député maire.

"Industries, sciences et technologie, le développement territorial à la grenobloise", tentait d'expliquer l'essor de notre "Silicon Valley".

"Tout d'abord, le marché local de l'emploi ainsi que l'environnement sont très attractifs. De plus, Grenoble est capable de faire financer des organisations et des projets par l'Etat.(...) Il existe une véritable alliance entre les chercheurs, les universités et les industries grenobloises, ce qui facilite le dialogue. Bernard Pecqueur (NDR. Prof à l'université Joseph Fourier. Conseiller municipal PS) a alors abordé les impacts des grands projets comme Minatec. Il a mis en avant "la tyrannie de la réussite". Il y aura évidemment le problème de logement pour les cadres, l'augmentation du prix du foncier, "les pauvres laissant la place aux riches" et le problème de la circulation automobile.

Un des enjeux de la ville est aussi de "faire comprendre à la population que beaucoup d'emplois aujourd'hui, et tous les emplois demain, sont concernés par les nouvelles technologies" a expliqué Geneviève Fioraso. Il est très important que les Grenoblois ne se sentent pas exclus."

Certes le sentiment importe plus que la réalité, mais qu'elle prenne la face de l'emploi ou la pile de l'exclusion, la soumission est tout d'une pièce au mirage dominant.

Les technicules locaux ne sont pas en reste d'auto-congratulation. *"Le soleil brillait sur la chaîne de Belledonne, lors de la première visite de Pasquale Pistorio, le grand patron de ST Microélectronics, se rappelle encore Jean-Claude Paturel, maire (PC) de Crolles. Le destin de cette commune de l'Isère, qui ne comptait alors que 5000 habitants, venait de basculer avec la décision du groupe franco-italien de semi-conducteurs d'y implanter, en 1992, une première ligne de production. Dix ans plus tard, le 12 avril, ST, le néerlandais Philips et l'américain Motorola annoncent un très important investissement dans un deuxième programme de recherche et développement.(...) Le choix effectué par Crolles –commune ouvrière marquée par l'histoire de l'industrie papetière et terre communiste – d'investir dans les nouvelles technologies n'allait pourtant pas de soi. L'idée de génie fut d'inscrire au plan d'occupation des sols (POS), dès 1970, des terrains à vocation industrielle au beau milieu des champs de maïs. Le raisonnement était simple: Crolles était la commune la plus proche de Grenoble à pouvoir mobiliser des réserves foncières. Lorsque la zone d'activités consacrée aux hautes technologies (ZIRST) de Meylan s'est trouvée saturée, les entreprises qui souhaitaient s'implanter ou s'étendre ont dû s'éloigner sur les communes voisines, dont celles de Crolles." (Le Monde, 17/04/02)*

Au Daubé (14/04/02), ce même Paturel indique : *"Les retombées financières de cette implantation vont nous donner les moyens de répondre durablement aux besoins du territoire: aménagements complémentaires pour résoudre les problèmes de circulation et améliorer les transports en commun : meilleure répartition des moyens pour garantir une accessibilité au logement pour tous, y compris les jeunes; implantation plus équilibrée sur l'ensemble du Grésivaudan des équipements publics et de nouveaux services pour la population."* Deux

jours plus tard, il précise. *"Pour nous cet accord est très intéressant au niveau de la TPU (Taxe Professionnelle Unique). Puis surtout, avec ce centre de recherche, cela pérennise le site de Crolles. Cela me rassure pour l'avenir. Enfin, j'espère que cela nous aidera à faire avancer plus rapidement les dossiers de la déviation de Crolles et celui de l'échangeur de la Batie."* (Le Daubé. 16/04/02)

Son voisin Georges Bescher, maire de La Terrasse et ancien ingénieur du LETI, exulte : *"C'est une chance inouïe pour le Grésivaudan, la région grenobloise et l'Europe ! Cette alliance va nous obliger à répondre plus vite que prévu aux préoccupations inscrites dans le Schéma Directeur (SDAU). Il prévoit la construction de 10 000 logements sur 20 ans dans le Grésivaudan. Cette évaluation portait sur des besoins relatifs et une croissance "normale". Or les données ont changé. De 1995 à 1999, la population de La Terrasse a augmenté de 50 % ! Nous sommes passés de 1250 à 2000 habitants. Alors, le problème n'est pas de construire des logements mais de proposer tous les services annexes indispensables à l'attractivité de la ville et de la vallée. Il faudra créer un établissement public foncier pour mobiliser des terrains et offrir aux collectivités locales les moyens de libérer le foncier nécessaire. J'espère aussi que les "centralités" joueront entre Crolles, Pontcharra, Villard-Bonnot et Goncelin. Nous avons un devoir d'inquiétude"* (Les Affiches 19/04/02).

Justement, Marie-Thérèse Roche, maire de Goncelin, et Gérard Faiella, maire de Lumbin, s'inquiètent. *"On ne pourra jamais accueillir entre 1500 ou 4000 personnes (...). Tous ces nouveaux arrivants, c'est bien, mais trouver les réserves foncières est une autre histoire. On ne peut raisonnablement pas les obliger à parcourir 100 km pour se loger ! Nous devons permettre à ces milliers de personnes de trouver un logement dans la vallée, proche de leur travail"* (id).

- *"Cela ne va pas être facile d'accueillir des milliers de personnes dans des délais courts. Quelques familles seulement à Lumbin (...)"* (ibid)

II – Les risques sanitaires et écologiques

Mais qu'y-a-t'il de si merveilleux à habiter la Silicon Valley ?

Moins que rien selon une enquête du magazine en ligne "salon.com", publiée le 30 juillet 2001.

"Poison Valley

La santé des travailleurs est-elle le prix à payer pour le progrès high tech."

L'auteur, Jim Fisher, évoque la disparition des pruniers et des abricotiers dans les années 50, pour faire place aux 2500 boîtes d'électronique qui au début des années 80 valurent à l'endroit son surnom si envié. La première fut une usine IBM, implantée en 1956, rapidement rejointe par des douzaines d'autres, Intel, Hewlett Packard, Applied Materials, etc, pour polluer la nappe phréatique avec une multitude de fuites et de rejets de xylène, toluène, trichloroéthane chloré (TCA), et toutes sortes de solvants organiques et composants toxiques. En fait, la nappe phréatique de la Silicon Valley est l'une des plus nocives des Etats-Unis. Indice parmi d'autres, une étude des services de santé de l'état de Californie indique qu'il y a 2,5 fois plus de risques de fausses couches parmi les femmes enceintes ayant bu de cette eau. Cette découverte en 1986 entraîna plus de 250 plaintes et des indemnités "de multi-millions de dollars".

Quant aux salles blanches où les techno-serfs produisent semi-conducteurs, circuits imprimés et disques durs, elles regorgent de produits chimiques. Si les combinaisons empêchent les particules de poussière que transportent les "opérateurs" de souiller les plaquettes de silicium, elles ne protègent pas ces mêmes opérateurs contre les acides et les solvants (exemple : l'acétone pour nettoyer les machines), qu'ils utilisent quotidiennement. D'après 45 plaintes déposées en 1998 à la Cour supérieure du comté de Santa Clara par des employés d'IBM victimes de cancers, ou par des familles de défunts, IBM et ses fournisseurs chimiques (Union Carbide, Shell, Eastman Kodak) avaient caché à leurs victimes la toxicité, y compris à faible exposition, de ces poisons industriels. Pourtant les propres statistiques d'IBM enregistrent 2,5 fois plus de morts par cancer du cerveau parmi ses employés que dans la

population générale. Nombre de systèmes de ventilation recyclent en permanence l'air des salles blanches pour éviter l'intrusion de poussières. *"Nous savons que le mercure est mortel, dit Jim Fisher, nous sommes assez sûrs que boire de l'eau contaminée au trichloroéthane n'est pas une bonne idée, et nous pourrions finalement nous percevoir du danger pour les travailleurs des salles blanches à respirer toute la journée le même air recyclé et chargé de produits chimiques. Mais que savons-nous de l'explosion des recherches en biotech, dans les machines micro-électronique ou de la prochaine vague d'avancées dans la fabrication des semi-conducteurs ?"*

Rien. Et ce ne sont pas Jean Therme, Pascal Colombani, Joël Monnier, Pascale Pistorio du CEA et de STMicroelectronics, ni leurs "partenaires" de Philips et de Motorola qui vont nous le dire.

Et ce ne sont pas Henri Biron (Frapna), ni Gérard Leras (Verts), ni Vincent Comparat (Ades), ni tous les "défenseurs des travailleurs" (dont la liste serait trop longue) qui vont les questionner. Pas avant que les réponses ne soient trop évidentes pour tout un chacun.

Dans un article de 1992 titré *"Les dangers de la production des semi-conducteurs"*, un certain Myron Harrison, ancien médecin chez IBM, dresse une effarant catalogue. *"Exposition des travailleurs à l'arsenic dans la production des plaques de gallium-arsénide, aux acides aérosols en lithographie, aux gaz toxiques arsine et boron. Il atteste des cas de brûlures à l'acide hydrofluorique, des expositions aux solvants corrosifs, à des composants photo-actifs non testés. Il met en garde contre des accidents catastrophiques dans le remplacement des cylindres de gaz, l'évacuation et le remplissage des baignoires chimiques, les dysfonctionnements des systèmes de ventilation, et note de fréquents problèmes respiratoires (tels que sinusites, laryngites et asthme) parmi les travailleurs. Il rapporte des cas d'exposition au mercure, des feux de produits chimiques "relativement fréquents" dans les cuves de stockage, et des fuites de solvants dans les canalisations."*

Le faire-part suivant annonce de façon claire quoique non exhaustive la conversion du Grésivaudan en Silicon Valley.

"Incendie à STMicroelectronics Thomson.

Pas moins d'une quarantaine de sapeurs-pompiers et d'une vingtaine de véhicules ont été mobilisés hier soir à partir de 21h10 à Crolles, où la société Microelectronique Thomson, située au 850 rue Jean Monnet, a été victime d'un début d'incendie.

L'établissement repertorié comme dangereux pour les secouristes a fait l'objet d'une intervention minutieuse.

D'après les premières informations glanées hier soir, les flammes auraient pris naissance dans une machine se trouvant dans un local technique. Rapidement les sapeurs-pompiers de Crolles, Saint-Martin d'Hères, Villard-Bonnot, Le Touvet, Grenoble et Moirans se sont rendus maîtres du feu à 22H15.

Ils ont ensuite recherché d'éventuelles fuites de produits chimiques. Pour cette intervention sensible, les sapeurs-pompiers s'étaient munis de moyens impressionnants avec notamment la cellule de contrôle de pollution chimique, la cellule d'éclairage et de ventilation, le poste de commandement, la grande échelle ou encore une caméra thermique." (Le Daubé, 29/07/01)

Ces lignes prennent toute leur saveur à la lecture d'un entrefilet ultérieur.

"A l'occasion de la semaine du film "Nature et environnement" à Alpexpo, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble et la Frapna Isère ont présenté les normes ISO 14000 permettant une certification environnementale avec pour exemple, le témoignage d'Alain Roche, directeur environnement sécurité et santé de ST Microélectronique. En effet, "les entreprises s'engagent de plus en plus dans une démarche volontaire d'amélioration continue. Elles respectent la législation spécifique les concernant sur l'environnement (air, eau, bruit, déchets, énergie)." Puis Roger Fellat-Pinet, président de la CCI de Grenoble et Henri Biron, président de la FRAPNA Isère, ont remis "le mérite environnemental" aux entreprises de la région grenobloise certifiées 14001 en 2002 (Teisseire, Becton-Dickinson,

40-30, Chloralp, EDF)." (Le Daubé, 15/11/02)

En effet, à partir du moment où la Fédération Rhône-Alpes des Associations de Protection de la Nature et la Chambre de Commerce et d'Industrie s'associent pour décerner "le mérite environnemental" à des lauréats aussi vertueux qu'EDF et Chloralp, on ne voit pas pourquoi le directeur environnement sécurité et santé de ST Microelectronics ne donnerait pas son employeur en exemple. Que celui-ci respecte la législation spécifique sur l'environnement (air, eau, bruit, déchets, énergie), paraît pourtant la moindre des choses, d'autant que les normes en vigueur, fixées par des experts compréhensifs, constituent autant de permis de polluer jusqu'à concurrence de ces normes.

Pour les amateurs de risques majeurs et de nuisances à gérer, rappelons que ces fleurons high tech (Soitec, Memscap, etc) stockent des gaz liquides – et des sulfates hautement contaminants servant à graver le silicium – sans faire l'objet du moindre classement à risque. L'effet domino étant ce qu'il est, l'explosion d'une de ces boîtes offrirait un spectacle pyrotechnique certifié ISO 14 000 à toute la cuvette.

Non seulement ces hautes technologies nuisent aux techno-serfs et à leur environnement immédiat, mais la fabrication des puces, par exemple, consomme d'ahurissantes quantités d'énergie et de matière. C'est ce qu'a mesuré Eric D. Williams, chercheur à l'université des Nations Unies à Tokyo. Le scientifique a décortiqué point par point les étapes de fabrication d'une puce de 2 grammes, qui correspondrait à une barette de mémoire de 32 Mbits.

Conclusion : pour produire 2 g d'électronique, on consomme 1,7 kg d'énergie fossile, 1 m³ d'azote, 72 g de produits chimiques et 32 l. d'eau. Par comparaison, il faut 1,5 tonne d'énergie fossile pour construire une voiture de 750 kg. Soit un ration de 2 pour 1, alors qu'il est de 630 pour 1 pour la puce (*Libération* 21/11/02).

En outre, le cycle de vie des puces est très court. Tous les deux, trois ans une nouvelle génération d'ordinateurs chasse la précédente. Que deviennent les puces obsolètes ?

Facile. "Un million et demi de tonnes de déchets. C'est la quantité d'ordinateurs, téléphones en tous genres, grille-pains, télé et autres appareils technologiques hors d'usage qui ont rejoint les décharges l'an dernier. Un Français produit chaque année 25 kg de déchets technologiques... et ce n'est qu'un début.

Le volume des Déchets Electroniques et Electriques (DEEE) augmente trois fois plus vite que les autres catégories de déchets ménagers et leur volume devrait doubler d'ici à 12 ans. L'expansion du marché accélère le processus de remplacement de ces produits. Dans les années 60, la durée d'utilisation d'un ordinateur était de 10 ans, aujourd'hui elle est de 4 ans. Quant aux téléphones cellulaires, agendas électroniques, et autres produits innovants, leur durée de vie est déjà inférieure à deux ans. Or, ces déchets sont loin d'être anodins. Ils concentrent un mélange complexe de matières et de composants particulièrement toxiques. Métaux lourds, cadmium, mercure, et plomb en grande quantité : 40 % du plomb trouvé dans les décharges provient de l'électronique de consommation. Les rebuts électroniques et électriques sont pour l'essentiel incinérés avec les déchets ménagers et provoquent ainsi d'importantes émissions de dioxines. Ces substances, ennemies de longue date de l'air, des sols et des nappes phréatiques, menacent également la santé des êtres vivants.

Quelques mois suffisent pour qu'un téléphone mobile dernier cri et un ordinateur ultra-performant se métamorphosent en bombes à retardement pour l'environnement. En particulier les tubes cathodiques des PC et des téléviseurs, qui contiennent du plomb sous forme de silicate (2 kg par écran de télé et 0,4 g pour un écran d'ordinateur)." (le Figaro Magazine 7/07/01)

Aux Etats-Unis, on a trouvé la solution. "Plus de la moitié des ordinateurs "recyclés" sont en réalité expédiés en Chine, où des travailleurs médiocrement payés récupèrent les parties jugées intéressantes des appareils (voir www.ban.org). Mais cela se traduit par une sérieuse pollution, en raison des quantités importantes de plastique et de métaux lourds entrant dans la

composition des ordinateurs. Les pièces inutiles sont brûlées, provoquant des émanations toxiques, ou abandonnées dans des décharges où l'eau de ruissellement entraîne les polluants dans les nappes phréatiques. Non loin de Hong Kong, dans la ville de Guiyu, spécialisée dans ce "recyclage" particulier, les enquêteurs ont constaté que l'eau n'était plus potable et devait être acheminée par citernes de villes voisines, tandis que les maladies se multiplieraient du fait de la pollution de l'air." (Le Monde 17/04/02)

Non seulement ces hautes technologies consomment d'ahurissantes quantités d'énergie et de matière, nuisent aux techno-serfs et à leur environnement immédiat, mais leurs déchets continuent de nuire à long terme et à longue distance, chez des misérables réduits à l'état d'éboueurs industriels. Si l'on connaît l'arbre à ses fruits, la malfaisance de celui-ci est merveilleusement complète.

L'idée a de l'avenir. Et l'on voit bien la Frapna et la CCI s'acoquiner avec quelque général décideur pour exporter non loin d'Alger toute l'ordure électronique du Grésivaudan. D'un point de vue humanitaire, cela permettrait même aux immigrés de vivre et travailler au pays, au lieu de venir mener ici de rudes existences semi-clandestines.

Ces révélations sur le trafic d'ordures électroniques entre les USA et la Chine sont dues à la Silicon Valley Toxics Coalition. Toutes les informations concernant la dévastation de la Silicon Valley par les hautes technologies, la pollution des eaux potables, les décharges de déchets électroniques, les dommages à la faune et à la flore, les taux de fausses couches, de défauts de naissance et de cancers professionnels, l'analyse des composants toxiques, de l'impact global des hautes technologies sur l'environnement et les ressources naturelles, ainsi que les cartes détaillées de ces calamités, sont disponibles sur le site de la Silicon Valley Toxics Coalition :

<http://www.svtc.org>.

Adresse postale : 760 N. First Street

San Jose, CA 95112 – USA

Tél. : 1 408 287 6707

Fax : 1 408 287 6771

E-mail : svtc@svtc.org

Cette association qui enquête sur les nécrotechnologies et dénonce leurs méfaits sur place, dans la technopole et jusque dans le dépotoir chinois, assure le minimum de travail concret que devraient effectuer ici nos mouches du coche, si elles prenaient au sérieux leur galéjades sociales, écolo et internationalistes. "Nos vies valent plus que leurs profits". "Exigez des actions respectueuses pour les générations futures". "Réconcilier l'Homme et la Nature". Sympa, non ? On en passe de plus radicales, qui ne sont pas les moins risibles.

Au fait, comment devient-on la "Silicon Valley" ? Simplement en ayant le malheur de servir de vase d'expansion à l'université de Stanford. "Dans un chapitre du *Nouvel Etat Industriel*, Galbraith nous éclaire sur le rôle joué, entre autres, par les universitaires et les chercheurs. "Pour pouvoir se maintenir à l'avant-garde de l'innovation scientifique et technologique", la techno-structure économique devient totalement tributaire des universitaires et des chercheurs. Le pouvoir passe insensiblement entre les mains d'un nouvel agent de sa reproduction, "l'association d'hommes doués de connaissances techniques, connaissances que requiert la technologie de la planification moderne." Certes, le pouvoir réside maintenant dans la "compétence organisée" des chercheurs scientifiques associés à la gestion économique. Mais dans le cas d'une technopole associée à un site de stockage de déchets, le rôle des chercheurs se trouverait élargi à celui de "garanties auprès des populations". Et du débat, ainsi fixé au terrain sécuritaire de la gestion technique, seraient expulsées toutes résonances sociales du refus." (cf *Des fissures dans le consensus*, n°4, fév 1992)

En patois grenoblois, on dit juste "liaison recherche-industrie" mais n'ayez crainte, la réalité et ses implications sont bien celles décrites ici.

III- Les pauvres laissent la place aux riches

Comme on n'est jamais trahi que par les siens, un article d'avril 2000 du Nouvel Observateur dénonce à son tour la Silicon Valley. Certes, *"chaque jour qui passe sur la vallée fait éclore 63 nouveaux millionnaires en dollars, ce qui représente en une année 22 995 nouvelles pousses de riches (...)* Les commerces embauchent, les sociétés de service pullulent, les entreprises sortent sans cesse de terre, l'aéroport s'agrandit, les hôtels affichent "No vacancy" et l'on bâtit jour et nuit (...) Mais il y a les autres. Tous ceux qui n'entreront jamais dans la danse et qui, dehors, attendent. 20 000 sans-abri vivent dans ce comté de Santa Clara. Statistiquement, ce n'est pas pire qu'ailleurs. En revanche, et cela est unique au monde, 34 % d'entre eux sont des salariés qui, durant la journée, occupent un emploi à plein temps. Le soir, dans la file d'attente des soupes populaires et des refuges pour sans-logis, on peut ainsi croiser des policiers, des pompiers, des vendeurs de voitures, des enseignants, des convoyeurs de fonds, des postiers, des conducteurs d'engins, des ouvriers de l'aéroport (...) Ici, compte tenu du coût de la vie, du manque de logements sociaux et de la hausse permanente des loyers, ils en sont réduits à se nourrir dans des cantines publiques, à coucher dans des dortoirs et à mener des existences de clochards célestes (sic). Selon des sources fédérales, dans ce comté, le seuil de "pauvreté" est atteint si une famille de quatre personnes ne gagne pas plus de 361 000 francs en une année. (Le revenu annuel moyen d'une famille de la région dépasse aujourd'hui les 564 000 francs. Une maison de surface modeste n'offrant qu'un unique chambre se négocie entre 3,4 et 5,4 millions.) Pour une personne vivant seule, le revenu minimum se situe à 253 000 francs (...) "Vous savez qu'un petit appartement se loue 1700 dollars (11 500 frs) par mois, et un studio minable 1000 dollars (6 800 frs) ? Si un ouvrier ou un employé payé au salaire minimum voulait juste survivre dans cette vallée, il devrait travailler plus de 150 heures par semaine." (...) Ici, c'est vrai, il n'y a plus de chômage. En revanche on assiste au retour de la pauvreté. Comme si l'une devait obligatoirement remplacer l'autre. Tout, absolument tout, augmente sans cesse dans le comté de Santa Clara. Tout, sauf le temps horaire minimum du travail : 5,35 \$ (36,40 frs). "Dans la vallée, on a tous du travail. Le problème c'est que si l'on n'est pas employé dans les sociétés high tech, on est payé une misère. J'ai tort de rester ici comme cuisinier. On a tous tort. Je n'ai aucune chance de m'en sortir. Cet endroit n'est pas fait pour des gens comme nous. Un jour, j'irai rejoindre ma fille en Californie du sud. Et là, peut-être je retrouverai une vie décente." Les marchands de sommeil en profitent pour louer un lit 2 700 frs par mois. "Mais il y a pire encore. C'est l'autobus 22. Ici, on l'appelle "The rolling hotel", l'hôtel roulant. Du centre de San Jose au terminal de Menlo Park, il est le seul à sillonner la vallée 24h/24. Le jour, la ligne est fréquentée par des usagers classiques. Mais à la nuit tombée la clientèle change. Peu à peu des travailleurs sans-abri s'installent. Au fil des arrêts ils s'allongent sur les banquettes et s'accordent deux heures de sommeil. C'est à peu près le temps que dure le circuit. Ensuite, il faut descendre au terminus, c'est la règle, et attendre dehors 10 minutes avant de pouvoir repartir dans l'autre sens."

Irrésistible en effet, ce rêve américain que nos technarques ont formé pour l'Isère, le Grésivaudan, le sillon alpin. Comme on les comprend tous ces chercheurs de l'UJF, de l'INPG, du CEA, si avides de "piocher leur mine d'or" (Thierry Vernet, directeur de labo à l'IBS), et de devenir, si le Marché veut, des Nouveaux Millionnaires à l'exemple des Karam (Memscap), Auberton-Hervé, Lamure (Soitec), Yves Laurent (Genome Express), Stéphane Renard (Tronic's Microsystems), etc. Comme on leur souhaite de s'offrir bientôt une "petite villa à 8,1 millions de francs", puis une autre "plus conséquente, à 14,3 millions", et enfin, "celle qui devrait parfaitement convenir, pour un montant de 35,7 millions". (id) Comme l'on brûle de jouer leurs larbins dans les commerces et les sociétés de service, de voir – et surtout d'entendre – s'agrandir leurs aéroports de Saint-Geoirs et de Saint-Exupéry. Comme l'on a hâte de compter 20 000 sans-abri dans le département de l'Isère, ainsi que dans

chaque département dont 34 % de salariés à plein temps. Comme l'on aspire à trimer 70 heures par semaine pour 6,83 € de l'heure, et à louer 460 € par mois une place en dortoir. Comme l'on rêve de dormir à bord de l'autobus Crolles-Voiron, en vrai "clochard céleste". Comme l'on a soudain une chaude pensée pour Bernard Pecqueur mettant en avant *"la tyrannie de la réussite"* (le problème de logement pour les cadres, l'augmentation du prix du foncier, les pauvres laissant la place aux riches et le problème de la circulation automobile) ; et pour les dégueulis de Fioraso ânonant que *"beaucoup d'emplois aujourd'hui et tous les emplois demain sont concernés par les nouvelles technologies"* et *"qu'il est très important que les Grenoblois ne se sentent pas exclus"*.

Ce qu'ils ont promis, ils le tiennent déjà. *"Le Grésivaudan étincelant"* (Vidal de la Blache) étalait jadis ses vignes et ses maraîchages entre Chambéry et Grenoble. Des vieux se souviennent d'avoir fait paître leurs chèvres à Meylan et à Biviers, avant que Serge Kampf, PDG de Cap Gemini Sogeti, n'y bâtisse sa villa, que des rombières en 4x4 n'y mènent leur progéniture à l'école et que l'on y paie les plus chers impôts locaux de France.

Premier effet de cette croissance, le Grésivaudan s'étend maintenant jusqu'à Saint-Marcellin, dans ce qu'on a appelé des siècles durant les Chambarans et le Royans, et que l'on nomme maintenant le "sud-Grésivaudan".

Exemple : *"Saint-Marcellin. Jean-Jacques Payan, universitaire, était hier l'invité de l'association des industriels du sud-Grésivaudan afin de parler formation et éducation nationale."* (Le Daubé 20/06/02)

Ce Payan, rappelons-le, est un technarque du PS grenoblois, ex-chargé de mission de Claude Allègre, et l'un des initiateurs de Minatec (cf *Les Nouvelles de Grenoble*, déc 1998). Que conseille-t-il à ses auditeurs, lassés de fabriquer un excellent fromage low tech ? *"Formation et enseignement doivent s'inscrire dans une logique de réseau, sur un projet concret et à longue échéance avec une implication forte des différents partenaires. Il a invité les chefs d'entreprise devant lui à intensifier cette synergie locale afin de faire aboutir ce dynamisme et cette volonté."*

Plusieurs intervenants, dont Charles Personnaz, premier vice-président du Conseil Régional Rhône-Alpes et lui-même industriel à Voiron, constatèrent la difficulté de trouver des jeunes aptes à répondre aux besoins immédiats des entreprises et mirent en cause le fossé entre éducation et réalité du travail, même si, reconnu Charles Personnaz, celui-ci s'était comblé ces dernières années, mais pas encore suffisamment." (id)

Allons, la "liaison recherche-industrie" est en marche dans le sud-Grésivaudan.

Dans le nord-Grésivaudan (autant s'y habituer), elle ratisse tout le terrain. *"Et même au-delà, confiait un opérateur de salles blanches de STMicroelectronics. Certains d'entre nous n'hésitent pas à se loger à... Albertville."* (Le Daubé 9/09/02)

Rappelons qu'un "opérateur" est ce qu'en français on nommait jadis "ouvrier". Comme le disent Destot et Fioraso, Minatec et Crolles 2, c'est *"le développement et l'emploi pour tous"*. Et comme les complète Bernard Pecqueur, *"les pauvres laissent la place aux riches"*.

"Au-delà de l'incroyable flambée des prix de l'immobilier isérois et tout particulièrement sur cette rive droite de l'Isère – confirmée par les chiffres de l'observatoire de la chambre syndicale des notaires de l'Isère – et même de la proche Chambéry, faut-il y voir également la quête par les investisseurs de terrains d'accueil à leurs futurs et prospères industries d'un accès routier finalement plus aisé de ce côté-ci de la planète iséroise ?" (id)

Oui, il faut. Et dans son numéro de septembre 2002, Présences, le mensuel de la Chambre de Commerce et d'Industrie, nous dit pourquoi.

"... N'oublions pas que Crolles 2 mise sur des résultats économiques dès 2003, c'est-à-dire demain, et pour les dix années à venir (...) Crolles 2 a pu voir le jour parce que Crolles 1 existe, et que le site est déjà reconnu comme extrêmement performant sur la plan industriel... Autre point fort : une longue tradition d'industries micro-électroniques dans la vallée du Grésivaudan. Je placerais tout-de-suite derrière cet atout un environnement extrêmement

favorable à la recherche et au développement, à travers, notamment, les implantations de France Telecom R&D, et du CEA-LETI, avec lesquels nous entretenons depuis longtemps des partenariats... Autre facteur positif : la stabilité des ingénieurs, qui, c'est indéniable, apprécient de vivre dans la région.

Signalons en outre les nombreux partenariats et réseaux de coopération, montés par exemple pour nous fournir en eau et en gaz extrêmement purs.

Enfin l'offre de formation, tant locale que régionale, a constitué un plus indéniable (...) Dès lors, lorsqu'on a besoin d'embaucher 200 personnes en deux mois comme c'est actuellement le cas, le bassin d'emploi se révèle extrêmement propice. Le seul maillon faible demeure l'accompagnement culturel et éducatif des familles étrangères. Nous travaillons à l'améliorer avec la préfecture et le rectorat." (Joël Monnier, responsable de la R&D de STMicroelectronics, ingénieur diplômé de l'INPG).

Passons sur la banalité de l'effet boule de neige (plus on fait de la high tech, plus on peut en faire.) Réjouissons-nous du bon goût des ingénieurs qui apprécient assez notre région pour la coloniser ; de l'obligeance des communes, des services d'eau et de gaz qui fournissent aux salles blanches des ressources extrêmement pures à consommer et polluer ; de la bénévolence des services de la préfecture et du rectorat qui travaillent à l'amélioration de l'accueil des familles étrangères. Ce qui ira droit au cœur des sans-logis et des sans-papiers qui dorment dans nos rues.

Deux mois plus tard, le mensuel patronal revient sur le juteux marché de l'immobilier.

"Les aménageurs locaux et investisseurs immobiliers, réunis lors d'une table ronde organisée par Présences tirent la sonnette d'alarme : à l'avenir des implantations pourraient bien échapper à la région grenobloise faute d'une disponibilité suffisante en logements. Quel est précisément l'impact des projets de technologie de pointe sur l'équilibre des zones d'activité ? De quelle manière évoluent les questions corollaires de l'habitat et des déplacements ? Autant de questions à résoudre pour les aménageurs confrontés à un foncier de plus en plus rare et à une forte pression des entreprises (...)

L'inflation du mètre carré devient galopante de la vallée du Grésivaudan jusqu'à Voiron. Crolles 2 devrait drainer environ 4000 emplois directs et indirects dans les années à venir. Pas moins de 3500 ingénieurs, chercheurs et universitaires, sont attendus pour le projet Minatec à côté du Polygone scientifique. Mais où les loger ? Nul ne sait (...)

Aujourd'hui, les entreprises les plus importantes n'hésitent plus à recourir à des sociétés de placements pour accompagner les personnes recrutées dans leur recherche de logements (...)

Les aménageurs déplorent des délais trop longs pour la construction de logements ou pour l'amélioration des moyens de communication. "Comment circulerons-nous, nous déplacerons-nous dans cinq ans ?" se demande Christophe Blanchard, de la société Artès. L'urgence du tunnel sous la Bastille se fait plus que jamais sentir." (Présences, nov 2002)

Traduisons. "Aménageurs", ça bétonne et ça bitume. C'est BTP et immobilier. "Promoteurs", comme ils se présentaient avant que le mot ne soit vraiment devenu ordurier. Les "aménageurs", comme on sait, sont les escrocs des marchés publics et les échansons des décideurs politiques qu'ils abreuvent de pots-de-vin. Par un louable souci de l'intérêt général ces entrepreneurs citoyens réclament le bétonnage de la vallée de l'Isère et la percée d'un tunnel sous la Bastille, dont l'urgence se fait plus que jamais sentir pour leur trésorerie. En effet, vallée bétonnée, vallée inondée. Tunnel percé, tunnel embouteillé. Et alors, "comment circulerons-nous dans cinq ans ?" Crise de l'immobilier et des transports, nous disent les aménageurs. Si nous ne construisons pas des lotissements et des voies rapides, nous ne pourrons pas implanter les entreprises et les personnels qui provoquent cette crise de l'immobilier et des transports. Admirons cette perfection dans le vice de raisonnement. Cette rapace roublardise pour arracher aux communes les derniers terrains constructibles, vu "le foncier de plus en plus rare" et "la forte pression des entreprises". La voilà bien "la tyrannie

de la réussite", et comme "les pauvres laissent la place aux riches".

Heureusement, Pierre Kermen, adjoint Vert à l'Urbanisme et à l'Environnement, a un plan pour Grenoble. *"La prospective foncière nous permet de récupérer nombres de friches et d'y développer des ZAC (Zones d'Aménagement Concertées) avec des logements collectifs. La rentabilisation de l'espace et la maîtrise des tarifs de l'immobilier sont au cœur de nos préoccupations" (L'Express 21/11/02)*

Dans une municipalité plurielle bien gérée, il y a les bons techmou et les mauvais techdurs. Les mauvais, Destot, Fioraso, etc, assomment le populo. Ils organisent l'invasion high tech de la cuvette, la flambée de l'immobilier, la congestion des transports, la destruction des terres agricoles et les pollutions subséquentes. En un mot : la croissance – durable qui plus est. Les techmou (Kermotte, Avrillier, etc), qui font aussi du rab', suivent avec l'ambulance et la boîte à pansements. Leur rôle consiste à administrer des sédatifs techniques contre les effets les plus immédiats et les plus superficiels des nécrotechnologies, afin d'éviter tout traitement politique des causes. Ainsi ne dira-t-on pas un mot des herbicides et des pesticides produits par Rhodia, mais uniquement des risques d'explosion que nous inflige cet empoisonneur industriel. Risques parfaitement licites, dès que le tribunal administratif accédant au recours de l'Ades, aura porté de 3 km à 6,5 km le périmètre du Plan Particulier d'Intervention. Et l'on mourra donc de cancer ou d'explosion, mais dans les règles. Dans les prospectus de l'Ades, on appelle cela *"agir pour le développement d'une haute qualité environnementale (NDR ISO 14000 ?) dans les réalisations publiques, pour la vigilance en matière de risques naturels, industriels et nucléaires..."*

Sous la pression techmolle, la municipalité de Grenoble consacre 2,1 M€ (près de 14 MF) à l'urbanisme en 2002. *"Il faut dire que le Schéma Directeur prévoit, en 20 ans, 15 000 logements supplémentaires à Grenoble, soit en moyenne 750 logements de plus par an.*

De quoi apporter une bouffée d'oxygène au marché de l'immobilier... A moins que le projet d'implantation à Crolles d'un centre de recherche commun à STMicroelectronics, Philips et Motorola, ne vienne étouffer cet espoir dans l'œuf. "Où va-t-on loger la nouvelle vague de main-d'œuvre qualifiée suscitée par cette implantation ?", s'interroge Pierre Kermen. C'est une question cruciale pour l'avenir de l'immobilier grenoblois." (id)

Certes, et voici des questions cruciales pour l'avenir du simple citoyen. Doit-on laisser "nos amies les puces prendre le pouvoir partout ?" Faut-il vraiment construire ce combinat électronique à Grenoble ou ailleurs ? Est-ce aux fonds publics de financer des logements d'entreprises ? Qui sont les directeurs de ce schéma prévoyant 750 logements de plus par an à Grenoble ? Quand nous a-t-on demandé notre avis ? Qui, après 40 ans de zonage et de sarcellite, désire encore habiter une "ZAC" ou "logement collectif" ? Et la récupération des friches ne pourrait-elle servir à autre chose qu'à multiplier le nombre de techno-rats par mètre carré ? Par exemple, à offrir une aire d'accueil aux gitans que l'université Joseph Fourier (dont Kermen est l'attaché de relations publiques) chasse de ses pelouses ?

Merci de prendre nos questions, et encore bravo pour votre excellente émission.

"Aujourd'hui, dans l'agglomération grenobloise, un locataire paie en moyenne 11,28 € le m2. Des loyers privés parmi les plus chers de France (...) Pourquoi un tel emballement du marché des locations ? Première raison : l'attractivité économique du département. L'Isère, bassin d'emploi important, accueille un fort pourcentage de cadres..." (Isère Magazine, nov 2002)

Eh oui, les pauvres laissent la place aux riches. Mais comme le dit Napoléon Vallini, *"le développement économique, c'est un défi multiple qu'il faut relever tous les jours ! (...) Les enjeux en termes d'emplois et de taxe professionnelle sont importants et nous avons une opportunité à saisir : faire de l'Isère l'un des trois ou quatre premiers sites mondiaux qui compteront demain dans les nouvelles technologies."* (Isère Magazine, oct 2002)

C'est-à-dire que l'Isère sera riche et pauvres, les Isérois. Ceux du moins qui n'auront pas laissé la place au fort pourcentage de cadres, attirés par ce bassin d'emploi mondial.

Dans leurs numéros de novembre 2002, *L'Essentiel* et *Les Affiches* se préoccupent beaucoup de "l'accueil des élites" comme dit Micoud, le Destot de droite. Ainsi apprenons-nous que pour Motorola "l'opération est plus périlleuse, car il s'agit pour la multinationale depuis septembre 2002 de faire venir à Crolles ses plus brillants experts en technologie CMOS (NDR. Celle qui porte les systèmes sur des puces nanométriques). Zoé Smith (responsable de la mobilité interne chez Motorola) travaille donc à plein temps pour accueillir, conseiller, orienter, loger et assumer en collaboration avec les agences de relocation, toutes les formalités liées à l'expatriation. "En Isère les choses se passent très bien grâce à l'extraordinaire capacité d'absorption des étrangers dans la vie locale." Elle doit la réussite de sa mission en grande partie aux autorités locales, qui la soutiennent dans ses démarches. C'est notamment le cas de la préfecture de Grenoble qui a mis en place depuis l'été 2002 une cellule d'accueil en partenariat avec l'Alliance française, afin de répondre aux demandes d'inscription des enfants d'étrangers dans les établissements scolaires, et de mieux soutenir les parents dans leur implantation en Isère.

"La plupart des experts que nous avons recrutés à Crolles sont des personnes expérimentées, donc ayant au moins la trentaine et une famille", explique Etienne de Beacker (DRH de Philips à Crolles). Les démarches sont donc bien organisées : une fois les enfants inscrits dans les écoles, le compte en banque ouvert, la voiture achetée, le point noir de la région grenobloise reste le logement. On assure côté entreprise et côté agences de relocation que la pré-visite d'une semaine pendant laquelle les familles sont dans la région avant leur arrivée définitive, suffit actuellement pour trouver la maison idéale. Ce qui suppose que les agents immobiliers soient de plus en plus réactifs et performants face à une clientèle exigeante et pressée. Certes Zoé Smith de Motorola explique que "début septembre une famille a dû résider au Grand Hôtel Mercure au centre ville de Grenoble, pendant une dizaine de jours en attendant les clés de leur logement. Mais ces situations sont restées rares et n'existent plus aujourd'hui." (*L'Essentiel*, nov 2002)

On l'espère bien, pauvres gens. On parle tout de même des "plus brillants experts en technologie CMOS", et non des Roumains pouilleux qui campaient "en pré-visite" cet été aux abords de la gare. Pour ces rebuts, par d'Hôtel Mercure, de cellule d'accueil à la préfecture, de scolarisation des enfants, de compte en banque ni de voiture, ni d'aide à l'implantation dans l'Isère qui, après tout, ne peut pas accueillir toute la misère du monde.

En encadré, Christian Jacob, directeur de l'agence "Jacob Immobilier" de Crolles, nous rappelle "l'urgence de la situation" : "les familles et notamment les Américains de Motorola qui arrivent, veulent une maison moderne, grande, tout équipée, proche de Crolles ou de Grenoble, et ce en quelques jours..." Inévitable conclusion, les prix flambent de Crolles à Voreppe et de Voreppe à Claix et donc ; *"il-faut-absolument-libérer-des-espaces-pour-que-les-promoteurs-immobiliers-construisent."*

Les Affiches publient un article jumeau où STMicroelectronics remplace Motorola et Annie Loyau, Zoé Smith. "Nous confions la gestion de l'accueil à des entreprises de relocation, qui les aident à régler tous les problèmes..."

Encadré : "Welcome et relocation".

"Relocation : prononcez avec l'accent anglais, please ! Car il n'existe aucun mot français pour traduire cette idée de réinstallation dans un autre lieu. On pourrait même parler d'installation "cool". Car le métier des sociétés de relocation est d'aplanir toutes les difficultés liées à l'installation. Pour un forfait situé entre 3000 et 4000 €, elles accompagnent les nouveaux venus dans leurs démarches : recherche du logement, démarches administratives, inscription à l'école, achat de la voiture ou du mobilier. Certaines affirment même pouvoir accomplir des "miracles", tels que l'obtention du permis de séjour en épargnant aux intéressés l'attente aux guichets de l'administration !"

Vraiment ? On se demande ce qu'attendent tous ces pleurnicheurs de sans-papiers pour s'inscrire dans une agence de reloquaichione.

Si *l'Essentiel* et *Les Affiches* franchissent là un nouveau pilier dans l'obscénité, il faut noter que ces deux publications appartiennent à Jean-Claude Cellard, ex-administrateur du *Progrès*, lié aux "bonnes familles" grenobloises, porte-parole ordinaire des notaires, promoteurs et "milieux d'affaires" en général. Pas un article ne passe dans ses journaux sans qu'il ne l'ait commandé. La concomitance de ces deux papiers avec ceux de *Présences* et la place qui leur est accordée, signalent bien, outre la promotion des high tech, la volonté d'arracher au domaine public les dernières parcelles constructibles.

Encadré : *"Logement, le point noir"*

"Mais que font donc les pouvoirs publics pour remédier à la situation ? Le maire de Crolles, Jean-Claude Paturel, est catégorique : il est hors de question de bétonner la vallée du Grésivaudan. Il s'explique : "Il est vrai que les maisons se vendent ici à des prix exorbitants, et c'est regrettable. Mais notre commune a considérablement grossi en 20 ans. Il fait encore bon vivre aujourd'hui à Crolles et nous tenons à conserver cette qualité de vie. Quant aux réserves foncières disponibles sur la commune, elles sont déjà prévues pour Crolles 3 et 4. Car notre objectif est bien de pérenniser l'électronique sur le site. Nous avons besoin d'espace pour permettre la construction des futures salles blanches. Nous ne sous-estimons pas la question du logement pour autant, mais c'est au niveau intercommunal qu'elle doit être prise en compte." (id)

Ce Paturel offre décidément un alliage achevé de madrerie paysanne, de brutalité communal-communiste et de gâtisme high tech. A Crolles, audit Paturel, les juteuses taxes professionnelles. Aux communes voisines, la charge de loger les 6000 familles que Crolles 2 va drainer dans le Grésivaudan. Crolles veut garder sa "qualité de vie" et ses réserves foncières pour "Crolles 3 et 4", qui draineront des milliers d'autres familles à loger. C'est ce même Paturel qui sa vante d'avoir inscrit au Plan d'Occupation des Sols, dès 1970, "des terrains à vocation industrielle au beau milieu des champs de maïs" (*Le Monde*, 17/04/02), et qui parade dans le *Daubé* (14 et 16/04/02) avec ses "retombées financières" ou ses "logements pour tous, y compris les jeunes", sans oublier "la déviation de Crolles" et "l'échangeur de la Batie". On mesure l'enjeu et l'on se dit que Paturel figurera en bonne posture le jour où l'on fessera cul nu les technarques en place publique.

Beau succès de la "liaison recherche-industrie". Voici une vallée ravagée comme le furent tant d'autres de par le monde, par une industrie hostile du point de vue humain et naturel, social et sanitaire, et ceci nous disent ses ravageurs, afin de la développer. Voilà qui rappelle ce communiqué de l'armée américaine au Vietnam : *"Afin de sauver ce village, nous avons dû le détruire."*

Que dans le langage inversé de la technocom', le développement signifie exactement le contraire de sa définition dans le dictionnaire, la plupart d'entre nous s'y sont résignés, espérant troquer cette destruction du milieu contre leur survie individuelle – l'emploi – et collective – la taxe professionnelle. Mais on a vu que la meilleure part et la part supérieure de ces emplois était déjà réservée à ces 2000 mercenaires high tech importés à grand frais, tandis que la taxe professionnelle servirait surtout à financer les routes, les écoles, les logements, rendus nécessaires par l'afflux de leurs familles. Du reste peu importe qui, des allogènes ou des indigènes, détruira ce coin de terre. Le raisonnement qui sous-tend le développement des nécrotechnologies est aussi vicieux que celui qui réclame leur implantation ici et maintenant. Nos technarques nous dressent à vivre pour manger. Ils nous adjurent, nous intiment, nous incitent à consommer pour "tirer la croissance", laquelle permettra de créer des emplois qui nous donneront les moyens de consommer. Trop d'individus sensés, depuis un demi-siècle, ont vomi l'abjection de ce mode de vie porcine pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Le piquant est qu'il s'avère à brève échéance matériellement impossible. Ce monde est une île, ses ressources limitées. Dans ce monde physique où

s'enchâsse nécessairement l'économie, la croissance retrouve son nom véritable d'entropie : la dégradation irréversible de l'énergie en matière résiduelle. Rien ne se perd, mais on ne peut rien faire des déchets radioactifs, sauf une menace pour maintenir les techno-serfs en sujétion. 20 % des habitants de cette planète en consomment 80 % des ressources, et aucune surenchère technologique ne peut multiplier ces ressources par 4 afin d'offrir à chacun la même part de glotonnerie. Les physiciens auraient pu en avertir leurs collègues économistes, s'ils n'avaient été eux-mêmes si affairés à capter le maximum de ressources pour développer leur activité mortifère.

On entend souvent des demi-instruits, experts et publicistes officiels, se moquer de ce qu'ils nomment "le mythe du bon sauvage", auquel ils renvoient ceux qui s'opposent aux dégradations du milieu. Si les bons sauvages vous paraissent risibles, combien plus rirez-vous des mauvais sauvages sur lesquels nous prenons modèle, et qui disparurent après avoir mangé leur île sans rien laisser que des tas de pierres (cf *La Fin de l'île de Pâques*, Jared Diamond, in Discover Magazine, août 1995).

Simplex Citoyens
Grenoble, 9 janvier 2003